

## Entrevue avec Richard Legendre

*L'Observatoire québécois du loisir innove en présentant la première d'une série d'entrevues avec des personnalités marquantes du loisir québécois. Entrevue réalisée le 31 mars 2021 par Marc-St-Onge et Denis Poulet*

---

Richard Legendre a un parcours hors du commun dans le monde du sport et du loisir québécois. Champion canadien junior de tennis, il a été joueur professionnel et s'est ensuite distingué comme entraîneur, administrateur et promoteur. Il fut notamment directeur des Internationaux de tennis du Canada de 1988 à 2001. Il est membre du Temple de la renommée du tennis canadien et du Panthéon des sports du Québec, dans les deux cas à titre de bâtisseur.

Sous la bannière du Parti québécois, il a été député de Blainville de 2001 à 2007. En 2001, il était nommé ministre délégué au Tourisme, au Loisir et au Sport dans le cabinet Landry, fonction qu'il occupa du 8 mars au 13 novembre 2001. Il fut ensuite ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport du 13 novembre 2001 au 29 avril 2003, Il fut également responsable de la Faune et des Parcs du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003.

Richard Legendre a aussi été vice-président exécutif de l'Impact de Montréal de 2007 à 2018. Il est actuellement professeur associé au programme de management du sport à HEC Montréal et directeur associé du Pôle sports HEC Montréal.

Il est titulaire d'un baccalauréat en récréologie de l'UQTR (1975).

Dans ce bulletin, M. Legendre aborde plusieurs aspects du loisir et du sport au Québec. Le lecteur pourra prendre connaissance de sa perception du loisir en général et de sa vision de la culture du loisir en particulier. Selon sa vision, il explique aussi pourquoi le loisir et le sport devraient occuper une place plus grande dans l'appareil gouvernemental. Découvrez ce point de vue original, riche d'éléments de réflexion pour l'avenir du loisir public au Québec.

---



## Observatoire québécois du

**loisir (OQL) :** *Vous avez été ministre délégué au Tourisme, au Loisir et au Sport au début des années 2000. Quels sont vos souvenirs les plus marquants à ce titre?*

**Richard Legendre (RL) :** J'ai été ministre deux ans, de 2001 à 2003, ce qui m'a permis de vivre une expérience politique fabuleuse. Peut-être parce que j'étais déjà connu, le premier ministre Landry m'a nommé ministre, mais sans ministère. Un peu comme Isabelle Charest aujourd'hui. En fait, il m'a confié la responsabilité du sport, du loisir et... du tourisme. J'étais un gars de tennis, et loin d'être un expert en sport au sens plus global. J'arrivais donc dans un univers qui m'était presque inconnu.

*J'ai vite appris qu'il y avait des différences de concept entre loisir et sport.* Il y avait là un défi de clarification pour moi. Et j'avais aussi le tourisme, ne l'oubliez pas. Ensuite, on m'a rajouté la jeunesse, puis la faune et les parcs. J'ai découvert l'ampleur de tous ces secteurs. Ampleur verticale : il y a différents niveaux de pratique et d'intervention dans chaque secteur. Et ampleur

horizontale : c'est toute la question de la régionalisation. Tous ces secteurs étaient largement sous-estimés, compte tenu de cette ampleur.

*Juste dans le sport, il y avait 67 fédérations. J'étais convaincu qu'il y en avait quelques-unes de trop. Mais après trois semaines, j'ai su que les 67 étaient importantes.* Avec mes nombreux chapeaux ministériels, je me suis vite senti écartelé. Un ministre, ça doit être présent : aux assemblées générales, aux événements, dans toutes les régions... C'était comme impossible à gérer, je ne pouvais me multiplier à ce point.

Autre découverte majeure pour moi : le fossé entre l'importance réelle de tous ces secteurs et leur poids politique. Et c'est toujours comme ça aujourd'hui.

**OQL :** *Des défis impossibles à relever?*

**RL :** En tant que joueur et gestionnaire de tennis, j'ai toujours eu à cœur les résultats. Je ne pouvais me déclarer impuissant devant tous les défis à relever. Je redoutais que l'on dise, au terme de mon mandat : « Il n'a rien fait. » J'ai été chanceux en quelque sorte

puisque, dès le départ, on a augmenté le budget du sport et du loisir de 10 millions, soit 20 pour cent. C'était du jamais vu. C'était là un geste politique intéressant.

Le milieu était content de ma nomination et des nouveaux crédits. Même l'opposition ne trouvait rien à redire. On dit souvent que même avec la meilleure volonté du monde, les hommes et les femmes politiques se heurtent à la résistance de la machine. Heureusement, je n'ai pas eu ce sentiment-là. J'ai eu affaire à quatre sous-ministres, la collaboration était excellente.

**OQL :** *Quels sont les accomplissements dont vous êtes le plus fier?*

**RL :** C'est à l'époque où j'étais ministre que l'on a commencé à s'inquiéter de la sédentarité des jeunes. Ça fait donc une vingtaine d'années que l'on analyse cette problématique et que l'on cherche des moyens d'y remédier. Même si le problème du temps passé devant les écrans n'était pas aussi aigu qu'aujourd'hui, il y avait lieu de faire quelque chose.

*J'ai pu obtenir un million pour lutter contre la sédentarité des jeunes, une somme qui est passée ensuite à six millions.* Et au même moment, soit en 2002, est né Québec en Forme, issu d'une entente de partenariat entre la Fondation Lucie et André Chagnon et le Gouvernement du Québec. Le discours que nous avons alors, qui prônait l'activité physique et le sport pour contrer la sédentarité, n'a cessé de s'amplifier... et est toujours d'actualité.

Un autre accomplissement dont *je suis fier est la création d'Équipe Québec en 2003.* Il s'agissait d'un programme de soutien financier aux meilleurs athlètes québécois et à leurs entraîneurs. Même si plusieurs bénéficiaient déjà du Programme de soutien aux athlètes de Sport Canada au niveau fédéral, les conditions financières de la plupart n'étaient pas brillantes. Avec un budget de six millions, nous avons pu verser 6000 \$ à environ 500 athlètes et 20 000 \$ à 150 entraîneurs. Je suis fier de cette initiative, qui a d'ailleurs perduré, même si l'aide financière n'a pas beaucoup augmenté.

J'aimerais aussi mentionner la campagne de promotion du tourisme au Québec que j'ai pilotée en 2001, au lendemain du 11-septembre. C'était une initiative ponctuelle, dans des circonstances vraiment spéciales. Nous avons obtenu de bons résultats.

**OQL :** *Vous avez mentionné les différences de concept entre loisir et sport. Le loisir public n'est-il qu'un domaine résiduel un peu fourre-tout qu'on déplace, au gouvernement, au gré des modes ou des courants?*

**RL :** J'ai fini par voir le loisir et le sport comme une grande famille pleine de cousins.

*Il est vrai que c'est difficile d'avoir une idée très précise de ce qu'est le loisir public. On peut le voir comme une espèce de chapeau qui inclut le sport, mais dont la spécificité n'est pas évidente.*

*On avait des débats là-dessus au gouvernement, mais les questions sémantiques n'intéressent pas les gens.*

Je pense qu'il faudrait maintenant parler d'une culture du loisir. Il m'est arrivé, dans des conférences, d'évoquer le fameux classique de Joffre

Dumazedier *Vers une civilisation du loisir?* – on est récréologue ou on ne l'est pas –. Or, on sait aujourd'hui que c'était une utopie. À la décharge du fameux sociologue, il faut admettre que le point d'interrogation à la fin du titre n'en faisait pas une prédiction. N'importe, je trouve le mot « civilisation » un peu fort. *J'aime mieux parler d'une « culture du loisir » au sens où les gens développent un besoin de faire autre chose que travailler et d'exécuter des travaux domestiques.*

Ce besoin est apparu beaucoup plus manifestement depuis le début de la pandémie. Le télétravail et les obligations familiales dans un contexte de confinement ont fait prendre conscience à un tas de gens, et même au gouvernement, que le loisir était essentiel.

*C'est peut-être un bon côté de la pandémie, cet éveil à la nécessité du loisir, quelles que soient ses formes : sportif, culturel, scientifique, social, communautaire... C'est un besoin vital. Et je crois que ce besoin de loisir au sens large va perdurer.*

**OQL :** *Vous avez étudié en récréologie à l'UQTR dans les années 70. Quel rôle cette formation a-t-elle joué dans votre carrière d'administrateur sportif et d'homme politique?*

**RL :** Il faut d'abord que je vous raconte comment j'ai été amené à faire des études de récréologie. Ma carrière sportive m'a conduit à étudier en Floride au début des années 1970. J'avais obtenu une bourse en vertu de mon excellence au tennis, pratique qui n'existait pas au Québec, et, tout naturellement, je m'étais inscrit en éducation physique. *C'est quand j'ai dû suivre un cours où on m'apprenait comment bien glisser au deuxième but au baseball que je me suis demandé ce que je faisais là.* L'Université d'État de Floride offrait cependant un programme d'études en « recreation » et c'est là que j'ai découvert ce champ. Au Québec, seule l'Université du Québec à Trois-Rivières offrait aussi un programme de ce genre. C'est donc là que je suis allé compléter mes études et que je suis devenu récréologue.

À 26 ans, le club de tennis Avantage à Québec m'a engagé comme pro, c'est-à-dire

directeur sportif en réalité. Évidemment, c'est d'abord le joueur de tennis chevronné qu'ils embauchaient. Mon diplôme de récréologie attestait pourtant que je n'étais pas juste un gars qui savait jouer au tennis. Je dirais donc que ma formation dans ce domaine ajoutait de la crédibilité à mon profil.

Et c'est important sur le plan personnel. *Mes études en récréologie m'ont fait passer de la technique à la gestion. Et disons que la gestion a occupé – et accaparé – ma carrière beaucoup plus longtemps que mon activité de joueur et d'entraîneur de tennis.*

Et j'ajoute que, en tant qu'organisateur sportif, une formation globale, c'est important.

**OQL :** *Sport et politique ne font pas bon ménage, dit-on. Vous avez pourtant navigué entre les deux avec aisance et conviction. Quel rapport positif y voyez-vous?*

**RL :** Le sport doit être politique. La politique, au sens étymologique, c'est la vie de la cité. Et le sport est dans la cité. Ceux qui disent que le sport est apolitique commettent une erreur majeure. Et s'ils sont du

milieu du sport, ils n'aident pas leur cause.

*C'est peut-être parce que le sport s'est longtemps voulu apolitique ou ne voulait avoir rien à faire avec la politique qu'il n'a pas le poids politique qui correspondrait à son importance dans la vie des gens.*

Le gouvernement québécois dépense plus d'un milliard dans la culture, mais à peine cent millions dans le sport. Or, quand on se promène partout dans la province, on se rend compte à quel point le sport est important, à quel point les gens sont nombreux à profiter de ses bienfaits.

*C'est aussi probablement parce que le sport se veut apolitique qu'il n'y a pas de ministère du Sport et du Loisir et que ces sphères d'activités ne sont pas financées par des fonds publics à la hauteur de leur importance.* C'est un cercle vicieux : pas de ministère parce le budget n'est pas assez élevé et pas de budget conséquent parce que pas de ministère!

**OQL :** *Alors, que devrait-on faire pour que le sport soit davantage reconnu et soutenu?*

**RL :** *Une chose étonnante, c'est qu'on n'a pas de données approfondies sur l'impact économique du sport.* Là, je ne parle pas des retombées économiques de la présence d'un club professionnel dans une ville ou de l'organisation d'événements comme l'Omnium de tennis Banque Nationale. Je parle de tout l'argent qui circule dans le sport au sens large, tous niveaux confondus.

On parle volontiers de l'industrie touristique, où on a un portrait qui donne une bonne idée de son importance économique. On parle aussi des industries culturelles avec des tas de chiffres. À quand une vision du sport comme industrie?

Le développement d'une telle vision suppose cependant que l'on circonscrive le champ du sport. C'est un réel défi. Mais il faut arriver à chiffrer le sport au Québec.

Vous connaissez les comités sectoriels de main-d'œuvre? Les CSMO, comme les appelle plus couramment, ont pour rôle de

définir les besoins en développement de la main-d'œuvre de leur secteur d'activité économique et de soutenir le développement des compétences dans ce secteur. Il y en a 29, qui couvrent donc un grand nombre de domaines, y compris la culture, mais pas le sport.

*Je vois quand même une lueur d'espoir. Le Pôle sports HEC Montréal a évalué l'impact de la COVID-19 sur le milieu sportif québécois l'automne dernier.*

Sans surprise, cette enquête, à laquelle j'ai été étroitement associé, a révélé un impact désastreux. Mais la bonne nouvelle, c'est la prise de conscience du manque de chiffres. Il manque de chiffres sur l'apport important du sport concernant les emplois, les installations et les investissements. Lors du deuxième confinement, on a rapidement vu le nombre d'emplois que les secteurs du tourisme et de la restauration procuraient. Du côté du sport, on n'a aucun chiffre.

**OQL :** *L'un des arguments invoqués pour ne pas trop investir de fonds publics dans le sport est qu'il y a déjà pas mal d'argent dans ce domaine,*

*surtout si on pense au sport professionnel. Celui-ci serait-il écarté de l'équation?*

**RL :** Le sport professionnel ou, d'une façon plus large, le sport de haut niveau qui inclut les disciplines olympiques, fait partie de l'équation. Il y a eu longtemps un discours public anti-élite qui opposait la masse à l'élite et qui militait pour que les fonds publics soient réservés aux activités sportives de masse. Ça remonte à la fin des années 1970, au moment où le ministre Claude Charron a publié son Livre vert sur le sport et le loisir.

*Ce mouvement s'est atténué, mais il a été remplacé par un renouvellement des termes du débat : c'est maintenant la pratique libre qu'on oppose au sport fédéré ou organisé.*

Or, il n'y a pas d'opposition entre sport d'élite, sport organisé, sport de masse et pratique sportive libre. Ces facettes de l'activité humaine sont toutes bonnes. Il y a des pyramides dans tous les domaines. Le sport professionnel ou le sport d'élite, c'est le sommet de la pyramide sportive, avec ses têtes d'affiche et l'immense impact populaire qu'elles ont. On a bien des

Robert Lepage, Yannick Nézet-Séguin, Céline Dion et Xavier Dolan dans le domaine des arts et de la culture, et personne ne conteste leur talent, leur brio et l'influence qu'ils exercent sur tous les niveaux inférieurs de la pyramide. Ce sont nos champions culturels, tout comme nous avons des champions sportifs remarquables dans les ligues professionnelles et sur les circuits internationaux. Et ces champions suscitent des vocations, sont source de motivation pour des milliers de jeunes.

*Il ne s'agit pas de nier les problèmes qui affectent le sport d'élite. On parle beaucoup de harcèlement et d'abus sexuels d'athlètes de haut niveau ces derniers temps.* Et c'est avec raison que des victimes dénoncent des entraîneurs et même les fédérations qui ont toléré ou dissimulé leurs agissements. J'ai observé que les jeunes athlètes d'aujourd'hui sont beaucoup moins prêts à se soumettre à des traitements abusifs; ils ne croient plus que le harcèlement, l'intimidation et l'humiliation sont des ingrédients nécessaires pour accéder aux Jeux olympiques ou à des ligues

professionnelles. Et c'est tant mieux!

Mais les révélations scandaleuses ne sont pas le propre du sport de haut niveau. Elles jaillissent de tous bords, tous côtés : du milieu du spectacle et des arts, des églises, de l'armée... et à tous les niveaux.

**OQL :** *Vous disiez que le sport doit être politique pour être davantage reconnu à sa juste valeur, mais même quand il ne veut pas l'être, il arrive que ce soit la politique qui s'en sert et l'instrumentalise. Il est par exemple question d'un boycottage des prochains Jeux olympiques d'hiver en Chine en 2022. Quel est votre point de vue à ce sujet?*

**RL :** Mon opinion a évolué sur cette question délicate. Comme ancien athlète, je suis évidemment très sensible au désarroi de tous ceux et celles qui se verraient privés de participer aux Jeux pour une raison politique.

*Je dis non au boycott si les athlètes ne sont considérés que comme de la chair à canon qu'on envoie au front.*

Comment demander aux athlètes d'être les premiers à aller au front alors que la Chine

est le deuxième partenaire commercial du Canada, que nos relations commerciales avec la Chine ont sextuplé depuis 20 ans, sans oublier que nous accueillons 140 000 étudiants chinois et leurs 4 milliards dans nos universités canadiennes? Je dis non aussi si c'est le seul moyen que l'on a trouvé pour faire pression sur la Chine.

*Mais si le mouvement de boycottage s'étend, autrement dit si le Canada n'est plus seul dans cette stratégie politique et fait front avec plusieurs grandes puissances, si le boycott n'est qu'une parmi cinq ou six mesures majeures, alors là je trouve le geste plus justifiable.* Il ne faut surtout pas être tout seuls dans cette histoire.

**OQL :** *L'un des grands enjeux actuels du loisir public est l'accessibilité. On en parlait déjà quand vous étiez ministre et c'est toujours une préoccupation. Comment voyez-vous cet enjeu?*

**RL :** C'est toujours un enjeu majeur. J'ai eu à construire des stades, mais ça dépasse évidemment l'aménagement de rampes d'accès pour les personnes handicapées.

*Je crois par exemple qu'on sous-estime la dimension financière de la participation.* Il y a certainement eu des améliorations, les municipalités et le milieu scolaire ont facilité l'accès du plus grand nombre à une foule d'activités, mais ce n'est pas gagné.

Je crains même un certain recul

à cause de la pandémie. La relance ne sera pas facile, les budgets seront serrés et les autorités publiques auront peut-être tendance à augmenter les frais d'inscription à des activités. En plus, il faudra assurer la sécurité sanitaire si l'on veut attirer autant d'usagers ou de pratiquants qu'avant. L'accessibilité peut

donc en souffrir.

*Or, ce n'est pas le temps de charger plus cher, au contraire il faudra charger moins cher et faire le maximum pour rendre l'accès aux infrastructures et aux activités plus facile.*

---

<sup>i</sup> Denis Poulet, rédacteur indépendant; Marc-St-Onge, coordonnateur Observatoire québécois du loisir